

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Quel-avenir-pour-EDF>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau
en action > Campagnes et mobilisations nationales > Campagnes et mobilisations 2004 > Pour un vrai service public de l'électricité
sans nucléaire > **Quel avenir pour EDF ?**

17 mars 2004

Quel avenir pour EDF ?

Sous la pression de la libéralisation, EDF est menacée de privatisation pour, nous dit on, faire face à la concurrence et conquérir de nouveaux marchés en Europe et ailleurs, Ainsi EDF s'est-elle lancée dans une stratégie d'expansion internationale par acquisition d'opérateurs étrangers. Elle a perdu beaucoup d'argent en faisant de très mauvais investissements. Cet argent (plus de 11 milliards d'euros) n'aurait-il pas été plus utile dans une vaste campagne en faveur des économies d'énergie ?

Avec la privatisation en cours, l'appel accru à la sous-traitance et la réduction des coûts de production de 30% entraînent une dégradation des conditions de travail et, in fine, de la sûreté des installations nucléaires. La CGT des Mines-Énergie reconnaît, dans un récent appel à manifester, que « l'éclatement du salariat intervenant dans les installations, les pressions incessantes sur le prétendu coût du travail ainsi que la sous-traitance en cascade engendrent des doutes sur la sûreté et la sécurité ».

Au Royaume-Uni, où le secteur énergétique a été privatisé, seules les centrales nucléaires n'ont pas trouvé d'acquéreur privé car elles ne sont pas considérées comme rentables. L'État continue à en assurer la charge mais Tony Blair a annoncé récemment que son pays se dirigeait vers la sortie du nucléaire.

Privatiser EDF aujourd'hui correspondrait donc à livrer au marché les secteurs rentables, laisser les dettes à l'État et réduire la solidarité.

Concernant le nucléaire, on laisserait à l'État, c'est-à-dire aux populations, le soin de payer les factures à venir (déchets nucléaires et démantèlement des centrales), alors que ce sont ces mêmes contribuables français qui ont déjà financé un investissement de 1 800 milliards de francs (275 milliards d'euros) depuis 1974 pour construire le parc nucléaire actuel.

L'expérience récente des pays (États-Unis, Canada...) qui se sont engagés dans cette voie (et qui en reviennent pour la plupart) montre à quel point elle est synonyme de hausse des prix, de discrimination entre les clients en défaveur des plus modestes, de licenciements (estimés à plus de 300 000 emplois en Europe), de détérioration des conditions de sécurité dans les centrales nucléaires à cause des restrictions budgétaires, de coupures de courant, etc.